

Brochure n° 3361

Convention collective nationale

IDCC : 2770. – ÉDITION PHONOGRAPHIQUE

ACCORD DU 21 DÉCEMBRE 2015

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES PROPORTIONNELLES

NOR : ASET1650247M

IDCC : 2770

PRÉAMBULE

L'article 3.24.3 de l'annexe III de la convention collective nationale de l'édition phonographique (CCNEP) prévoit des rémunérations complémentaires proportionnelles au bénéfice exclusif des artistes-interprètes relevant du titre III de l'annexe III pour les exploitations des enregistrements incorporant leurs prestations faisant l'objet d'une gestion collective volontaire par les producteurs de phonogrammes.

Pour la mise en œuvre de cet article, la CCNEP prévoit la négociation d'un accord entre la société de perception et de répartition des droits des artistes-interprètes compétente, les sociétés de perception et de répartition des droits des producteurs de phonogrammes et les partenaires sociaux.

Les partenaires sociaux de l'édition phonographique (« les partenaires sociaux ») ont sollicité la société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes (SPEDIDAM) et l'ADAMI aux fins de la négociation précitée.

La SPEDIDAM a refusé, par courrier du 27 novembre 2009, de participer au dispositif de rémunérations prévu par la CCNEP.

L'ADAMI a en revanche accepté, par courrier du 7 mars 2012, d'ouvrir les discussions en vue de la conclusion d'un accord quant à la gestion des rémunérations complémentaires proportionnelles. Toutefois, par courrier du 25 juin 2015, l'ADAMI a confirmé par écrit aux partenaires sociaux que la gestion collective des rémunérations complémentaires proportionnelles (RCP) prévues par l'article 3.24.3 de l'annexe III de la CCNEP et dues aux artistes-interprètes relevant du titre III de l'annexe III de la CCNEP ne pouvait être assurée par elle. La société a également confirmé qu'elle ne s'opposait pas à la décision des partenaires sociaux de confier temporairement la gestion des RCP aux deux sociétés de perception et de répartition des droits des producteurs phonographiques (SCPP et SPPF).

Les partenaires sociaux :

- constatant qu’aucune SPRD d’artistes-interprètes compétente dans le champ de la convention collective nationale de l’édition phonographique (CCNEP) ne souhaite, pour l’instant, répondre favorablement à l’offre de gestion collective volontaire des rémunérations complémentaires proportionnelles (RCP) instituées par l’article 3.24.3 de l’annexe III de la CCNEP ; et
- considérant que la répartition de ces rémunérations, et donc l’application de la CCNEP, doit se faire dans les meilleurs délais,

conviennent de ce qui suit :

Article unique

Le présent accord a la nature juridique d’un texte complémentaire en ce sens qu’il ne modifie en rien les dispositions de l’accord de branche et de ses annexes. Il a pour objet de préciser, jusqu’à la fin de l’année 2018, les conditions de mise en œuvre de l’article 3.24.3 de l’annexe III de la CCNEP relatif aux RCP.

Constatant l’échec des discussions initiées en vue de la mise en œuvre de l’article 3.24.3 de l’annexe III de la CCNEP, les partenaires sociaux décident, pour la durée de l’accord, que l’intermédiaire de la société de perception et de répartition de droits d’artistes-interprètes est suspendu. En conséquence, les RCP sont versées aux artistes musiciens par la société de perception et de répartition de droits de producteurs de phonogrammes compétente.

Les partenaires sociaux mettent en place un bilan chiffré régulier des versements effectués par les sociétés de perception et de répartition de droits des producteurs de phonogrammes et des sommes en attente de répartition. Ce bilan chiffré est adressé, par e-mail, aux partenaires sociaux par les représentants des producteurs de phonogrammes une fois par semestre et fait l’objet d’une réunion spécifique des partenaires sociaux au minimum deux fois par an.

Le présent accord entre en vigueur au jour de sa signature. Il sera déposé conformément à la loi et son extension sera demandée par la partie patronale au nom des signataires.

Les dispositions relatives au présent accord entreront en vigueur, avec effet au 1^{er} janvier 2016, à partir du jour suivant le dépôt légal, conformément à l’article L. 2261-1 du code du travail.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 21 décembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

SNEP ;
UPFI.

Syndicats de salariés :

SNCOPVA ;
SFA CGT ;
SNAM CGT ;
Médias 2000 CFE-CGC ;
FCCS CFE-CGC ;
FNSAC CGT ;
FC CFTC ;
F3C CFDT ;
SNAPS CFE-CGC.